



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-30-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Département de Seine-Saint-Denis

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mai 2026

Nombre de Conseillers : 33

L'an deux mille vingt-six, le 28 mai, à 19h30

Conseillers en exercice : 33

Présents : 30

Pouvoirs : 3

Votants : 33

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par monsieur le Maire s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle du Conseil, en Mairie, conformément à l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Date de convocation : 21 mai 2026

Date d'affichage : 21 mai 2026

La séance est ouverte, sous la Présidence de **monsieur Nicolas Rondepierre, Maire**, conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales. Il procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Étaient présents :

Nicolas Rondepierre, Nicolas Cuadrado, Patricia Bizouerne, David Pereira, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Nathalie Ribemont, Régis Lefèvre, Patricia Djossouvi, Didier Belot, Claire Gizard, Jean Calgagni, Pascal Guengant, Gerard Lepont, Corinne Lorenzi, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Paula Lapczuk, Isabelle Zerad, Yael Azoulay, Julien Bette, Eulalie Haouam, Josué Kwetukala, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni.

Pouvoirs sont donnés :

Monique Marginier à Nathalie Ribemont,
Corinne Raoult à Sonia Beaufremez,
Thomas Vautrin à Annie Sonrier.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Le 28 mai 2026, M. le Maire de la commune de Saint-Genès-de-Majou, a été informé par M. le Préfet de la Nouvelle-Aquitaine, de la décision de la Commission départementale de l'Ornithisme (CDO) de la Nouvelle-Aquitaine, relative à la nomination de M. [Nom] en tant que [Fonction] pour la commune de Saint-Genès-de-Majou.

La CDO a statué sur la proposition de nomination de M. [Nom] en tant que [Fonction] pour la commune de Saint-Genès-de-Majou, suite à la demande de M. le Maire de la commune.

La CDO a décidé de nommer M. [Nom] en tant que [Fonction] pour la commune de Saint-Genès-de-Majou, pour une durée de [Durée] à compter du [Date].

La présente décision est notifiée à M. le Maire de la commune de Saint-Genès-de-Majou, par la présente lettre.

En foi de quoi, la présente lettre est délivrée à M. le Maire de la commune de Saint-Genès-de-Majou, le 28 mai 2026.

M. le Préfet de la Nouvelle-Aquitaine

M. le Maire de la commune de Saint-Genès-de-Majou

DELIBÉRATION N°30-2026

OBJET : DROIT A LA FORMATION DES ELUS

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de M. Nicolas Rondepierre, Maire, relatif au droit à la formation des élus,

Dans les trois mois suivant son installation, le Conseil municipal est invité à délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

L'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités dispose que « Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation ».

La présente délibération a pour objectif de préciser les orientations et les modalités de mise en œuvre de la formation des élus locaux.

Indépendamment de ces dispositions, il est précisé que les membres du Conseil municipal bénéficient chaque année d'un droit individuel à la formation d'un montant de 400€ par an (dans la limite de 800€), cumulable sur toute la durée du mandat. La mise en œuvre du droit à la formation relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l'exercice du mandat.

Il est aussi précisé que les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, ont droit à un congé de formation de 18 jours pour toute la durée de leur mandat (L. 2123-13 CGCT)

La formation est un droit réel pour que tous les élus, sans exception, puissent voir leurs compétences renforcées et ainsi exercer leur mandat dans les meilleures conditions. Afin que les élus de la Commune du Raincy puissent exercer leur mandat, il est proposé d'axer les formations notamment sur les thématiques suivantes : le fonctionnement des collectivités locales, le budget communal, la police municipale, la culture, l'environnement, l'urbanisme, la conduite de projet et la communication.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la Commune, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le Ministère de l'intérieur, conformément aux articles R. 1221-12 à R. 1221-22 du Code général des collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la Commune (montant théorique prévu par les textes, majoration y compris).

Par ailleurs, le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant.

Aussi, en 2026, les crédits alloués pourraient être établis entre 3 800,74 € (2%) et 38 007,44 €.

De plus, les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le budget formation, obligatoirement voté chaque année.

⇒ **Participation à une action de formation et suivi des crédits**

Chaque conseiller qui souhaitera participer à un module de formation devra préalablement en avvertir le Maire. L'administration instruira la demande, engagera les crédits et vérifiera que l'enveloppe globale votée n'est pas consommée. Afin de faciliter l'étude du dossier, les élus devront accompagner leur demande des pièces justificatives nécessaires : objet, coût, lieu, date, durée, bulletin d'inscription, nom de l'organisme de formation.

L'organisme dispensateur de formation doit être obligatoirement agréé par le Ministère de l'Intérieur au titre de la formation des élus. La liste des organismes de formation est disponible sur le site internet de la Direction Générale des Collectivités Territoriales à l'adresse suivante : www.collectivites-locales.fr

Asses de l'inscription en préfecture
093-219300621-20260528-30-2026-DE
Révisé par M. le 21/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

A défaut, la demande sera écartée.

⇒ Prise en charge des frais

La commune est chargée de mandater l'organisme de formation pour régler les frais d'inscription et d'enseignement. Le remboursement des autres frais de formation s'effectuera sur justificatifs présentés par l' élu (par le biais du budget général).

Les frais de formation comprennent :

- Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, dont le remboursement s'effectue en application des dispositions régissant le déplacement des fonctionnaires de l'État (arrêté en vigueur fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État)

- Les pertes éventuelles de revenus, dans la limite maximale de 2 650,41 euros en janvier 2026 (21 jours à 7h x 1,5 fois le SMIC horaire) même si l' élu perçoit une indemnité de fonction.

Cette compensation est soumise à CSG et CRDS.

⇒ Débat annuel

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune doit être annexé au Compte administratif et un débat annuel doit avoir lieu pour assurer une entière transparence auprès des administrés. Ce débat a également pour objet de définir les nouveaux thèmes considérés comme prioritaires au cours de l'année n par rapport à l'année n-1.

A titre indicatif, pour l'exercice 2026 dans le cadre de l'élaboration du budget, un montant de 7 000 € a été prévu au chapitre 65. La somme inscrite pourra être modifiée en cours d'exercice budgétaire selon les règles en vigueur si un réajustement s'avérerait nécessaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2123-12 à L. 2123-15,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles R. 2123-15 et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles R. 1221-12 à R. 1221-22,

Considérant l'obligation, pour la commune, d'organiser le droit à la formation des élus,

Considérant le besoin de sécuriser la responsabilité des élus,

Considérant la nécessité d'un pilotage efficace des politiques publiques,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- Pour : 33
- Contre : 0
- Abstention : 0

Article 1 : D'approuver les modalités d'exercice du droit à la formation des 33 élus municipaux telles que définies dans la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation des élus.

093-219300621-20260528-30-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Article 3 : De prélever les dépenses relatives aux frais de formation sur les crédits correspondants inscrits chaque année au budget communal au chapitre 65.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et au Comptable public.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 28 mai 2026

Le maire du Raincy
Nicolas Rondepierre



La secrétaire de séance
Amélia Morise-Zambrano



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-30-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026